



Paris, le 20 janvier 2006

3^{ème} réunion de négociations salariales du 19 janvier 2006

FO dit non à la supercherie gouvernementale :

- « discutons » de tout... et nous verrons plus tard les salaires !
- « discutons » sur l'aspect statutaire... mais **NON** à une refonte de la grille indiciaire commune !

Des le début de la séance, le Ministre indique qu'il faut lire fiche par fiche les propositions gouvernementales et annonce que s'il y a autre chose à mettre sur la table... on verra peut-être en fin de séance !

En clair, le Ministre réitère son propos de la séance précédente : « *Bien évidemment, cet ensemble de propositions s'inscrit pour moi dans un « tout », global et cohérent, les deux volets (social et statutaire) sont préalables à l'éventuelle augmentation des salaires* » !
« *Si vous acceptez ces deux volets,... cela me mettra en position pour obtenir un plus ensuite* ».

FO a rappelé sa position :

- + **maintien du pouvoir d'achat pour tous** (fonctionnaires – agents publics) **soit + 1,8 % en 2006 de la valeur du point d'indice** (sans mettre de côté le rattrapage de la perte de 5 % entre 2000 et 2004).
- + **Refonte de la grille indiciaire commune pour tous**, permettant notamment :
 - un traitement minimum largement au dessus du SMIC
 - une réelle amplitude de carrière pour chacune des catégories C, B et A
 - un déroulement de carrière pour chaque fonctionnaire, principe même de la Fonction Publique !

A ces deux questions, posées à plusieurs reprises par FO, le Ministre a répondu : **NON** !

FO, CGT-, FSU et CGC quittent donc cette mascarade de « négociations ».

(NB = Les syndicats CFTC, CFDT, et UNSA sont restés : le Ministre déclare qu'il faudrait signer les deux volets proposés... pour pouvoir obtenir + 0,5 % au 1^{er} février 2007.

En conclusion,

- ☞ **Si nous voulons le maintien du pouvoir d'achat pour tous en 2006,**
- ☞ **Si nous voulons une vraie refonte de la grille indiciaire, bénéficiant à tous,**

**TOUS EN GREVE ET MANIFESTATIONS
le 2 février 2006**